

Extrait du Faire Vivre le PCF !

<http://www.lepcf.fr/Diminuons-drastiquement-le-cout-du>

Diminuons drastiquement le coût du capital en France !

- Comprendre... -

Date de mise en ligne : mercredi 1er septembre 2010

Faire Vivre le PCF !

De plus en plus de Français doivent se serrer la ceinture, même quand ils ont un travail. Avoir une formation ne protège plus de la précarité. Le chômage explose. Les promesses faites par la libéralisation de la finance ne sont pas tenues, bien au contraire ! Mais tout le monde n'en pâtit pas : les revenus du capital, eux, progressent fortement.

Dans la décennie 1990, ils ont crû de plus de 90 %, contre seulement 15 % pour les salaires. En 2009, les entreprises du CAC 40 ont enregistré des bénéfices en baisse de 19 %, mais vont tout de même ostensiblement verser à leurs actionnaires des dividendes en hausse (+ 1,4 %), pour un montant de 36 milliards d'euros ! Entre 1997 et 2007, la part des bénéfices distribués aux actionnaires dans les entreprises est passée de 34,2 % à 44,5 % (en excluant l'intéressement). Alors, pour qui est la crise ?

Finance libérale rime avec destruction des activités productives, vampirisation des entreprises, exubérance des exigences de rendement, création de bulles spéculatives, chute de l'investissement productif et méthodes managériales court-termistes incompatibles avec la conduite de projets industriels. Sous forme financière et mondialisée, le capitalisme est complètement parasitaire, incapable de développer les forces productives. L'Union européenne, l'OMC ou encore le FMI, à la solde des spéculateurs, exercent une pression exacerbée sur les peuples pour briser les acquis sociaux.

Au coeur de cette tempête, lutter pour survivre ne suffit pas, il faut être à l'offensive. Les communistes doivent réaffirmer cette réalité : seuls les travailleurs produisent des richesses. Le processus de production nécessite certes du capital, mais pas forcément de capitalistes !

Quels pourraient être les grands traits d'un modèle alternatif de développement viable ? Nous tenterons d'y répondre, partant de l'idée que, pour gagner la bataille des idées, il faut faire la preuve qu'une politique communiste permettrait de gagner la bataille de la production. Nous avancerons que c'est par la baisse massive du coût en capital de la production que nous pourrions renforcer notre efficacité productive, notre compétitivité et aller vers une répartition plus juste des fruits du travail.

I) Le coût du capital

Toute activité nécessite de réunir du capital et du travail. L'industrie lourde nécessite généralement plus de capital (machines, bâtiments, engins...) que les services, comme par exemple la coiffure. L'intensité capitaliste varie, mais un minimum de matériel ou d'outils est toujours nécessaire ; seules les combinaisons productives diffèrent et évoluent. La machine ne remplacera jamais totalement l'Homme dans le processus social de production.

On connaît le coût du travail, le salaire (net et indirect). Il existe également un coût du capital. Celui-ci peut être estimé par le montant des crédits bancaires des entreprises et par celui des dividendes versés aux actionnaires. Les dividendes constituent le paiement de la souscription d'actions. Ayons à l'esprit que les actions ne sont pas du capital réel, mais des droits de tirage sur la valeur créée au cours du processus de production et de vente. Karl MARX dénonçait déjà le mythe du fétichisme du capital, qui veut prendre le fictif ou le virtuel pour le réel.

II) Produire nécessite de réduire les coûts

Il est exact que, pour produire et vendre sa production, il faut être compétitif sur le marché. Cela suppose de rechercher à réduire constamment les coûts de production. Tout entrepreneur vise les gains de productivité, à faire mieux avec moins, pour pouvoir baisser ses prix, moderniser l'outil productif, conquérir de nouveaux marchés...

Dans la lutte des classes, le fait nouveau du capitalisme financier est que les possédants exigent désormais un revenu minimum garanti du capital, un taux de rendement financier cible, en dépit de l'incertitude inhérente à l'activité productive.

La conséquence principale de ce diktat est que le patronat cherche à diminuer par tous les moyens le coût du travail. Il inspire toute la politique libérale de limitation de la masse salariale, d'intensification du travail, de prime pour l'emploi (quand l'Etat prend en charge une partie des bas salaires du privé !), d'exonération de « charges », de baisse des prestations sociales (pensions et indemnités) ou encore d'augmentation du temps de travail (mensuel et pour la retraite).

Une telle politique est aussi immorale qu'inefficace. Il y a une limite physique à l'exploitation de l'Homme. Une contradiction majeure du capitalisme est que baisser le salaire, donc la consommation, ce qui revient tôt ou tard à réduire l'activité. Il y a aussi une limite à la spéculation boursière, utilisée comme expédient pour faire gonfler la « valeur actionnariale ». Rappelons aussi que de la modération des salaires est née la crise des subprimes, à travers le surendettement cynique des ménages pauvres : une vaste magouille, dont les peuples sont priés de payer les conséquences !

À l'inverse de cette mécanique réactionnaire, les communistes doivent pointer du doigt le coût en capital du processus de production. C'est la condition sine qua non pour ouvrir une perspective de croissance durable en France et pour fédérer les luttes sur un objectif simple et précis.

III) Comment et jusqu'où baisser le coût en capital ?

Il y a quelques décennies, le coût du capital était administré, fixé par le Gouvernement et la Banque de France à sa main, dans le cadre d'une économie dite d'endettement bancaire (peu de finance de marché).

Désormais, la Banque centrale européenne est indépendante du pouvoir politique. Les entreprises satisfont de plus en plus leurs besoins de capitaux via la souscription d'actions, au détriment du crédit bancaire (les banques continuent de jouer néanmoins un grand rôle). Le secteur financier a été dérégulé, il n'y a presque plus de banques publiques et le rôle du Gouvernement se limite à quelques rodomontades sporadiques de forme. Bref, il n'y a plus de pilote dans l'avion, où plutôt, le pilote est embarqué dans un avion qu'il ne maîtrise plus, ce sont les marchés qui dictent leur toute puissance !

Il faut au contraire affirmer la prééminence du politique et de l'intérêt général sur les intérêts privés des actionnaires. En ce sens, le Parti communiste français propose, notamment :

- ▶ de redéfinir les missions de la Banque centrale européenne,
- ▶ de nationaliser des banques dans un « pôle public bancaire » et de soumettre le contrôle de leur gestion à divers acteurs,
- ▶ de créer des fonds régionaux et un fonds national pour l'emploi et la formation, qui prendraient en charge les intérêts des crédits (ce qui est très contestable),
- ▶

Diminuons drastiquement le coût du capital en France !

- de défendre et de promouvoir les services publics,
- ▶ de défendre le système de protection sociale français (maladie, vieillesse, invalidité, chômage, famille...) fondé sur la solidarité et les principes du service public (non lucratif, notamment),
- ▶ d'augmenter tous les salaires, avec une base de SMIC à 1600 Euros bruts,
- ▶ de mettre fin à la réduction générale de cotisations patronales,
- ▶ de créer une contribution sur les revenus financiers des entreprises et une cotisation additionnelle pour les entreprises qui favorisent le capital au détriment de l'emploi, des salaires et de la formation professionnelle,
- ▶ de remettre en cause toute les dérogations fiscales et d'établir un impôt fortement progressif,
- ▶ de moduler l'impôt sur les sociétés selon l'utilisation des bénéfices,
- ▶ d'instaurer une taxation sur les transactions financières,
- ▶ d'interdire les licenciements dans les entreprises ayant réalisé des bénéfices, distribué des dividendes, délocalisé leur production ou reçu des aides publiques,
- ▶ de renchérir le coût des licenciements,
- ▶ d'affecter prioritairement les sommes distribuables aux actionnaires au paiement des salaires en cas de chômage partiel (proposition de loi d'Alain BOCQUET et des députés communistes, républicains et du Parti de Gauche).

Très bien. Mais pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Quelle peut-être notre crédibilité aux yeux des travailleurs quand certaines mesures, appliquées unilatéralement, pourraient réduire dangereusement la rentabilité des entreprises ? Pourquoi utiliser des moyens détournés quand on peut s'attaquer à la racine du mal ? Soyons plus clairs et n'y allons pas par quatre chemins : lorsque les mécanismes implacables de l'économie entraînent une dégradation générale du niveau de vie, des réformes superficielles ne suffisent pas. En réalité, s'il n'y avait que deux mesures simples à prendre immédiatement, elles seraient :

- ▶ nationalisation, centralisation des banques dans les mains de l'Etat et interdiction que celui-ci s'octroie des dividendes sur le dos des banques ;
- ▶ moratoire sur le versement de tout dividende aux actionnaires.

Un remède de cheval qui aurait le mérite de faire tourner l'économie et la société toute entière dans le bon sens ! Les actionnaires se sont assez gavés !

La baisse drastique du coût en capital qui résulterait de ces deux mesures signifierait l'augmentation des marges de manoeuvre des entreprises françaises dans leur gestion quotidienne.

Elle aurait pour conséquence inéluctable le déclenchement d'un cercle vertueux de développement humain.

Note : à titre conservatoire, il sera possible de fermer la Bourse (les députés communistes le proposent, mais pour un mois seulement). Avec la fin des dividendes, la Bourse a toutes les chances de dépérir. De plus sa coexistence avec celle de crédits d'Etat peu onéreux, car extrait de la loi de la rentabilité capitaliste, peut lui être fatale. De toute façon, dans la logique capitaliste même, la Bourse est une aberration : ce sont aujourd'hui les entreprises qui la financent et non l'inverse. Les entreprises y vont moins s'approvisionner en capital qu'elles ne s'y font dépouiller. Les actionnaires extorquent en dividendes et en rachat d'actions plus d'argent qu'ils n'en apportent. Enfin, les actionnaires découragent eux-mêmes le financement par action puisque les nouvelles émissions ont la caractéristique de diluer le capital existant. Bien entendu, la Bourse a une fonction, elle met en relation des acteurs à besoin de financement et d'autres à capacité de financement. Mais ceux-ci peuvent être coordonnés autrement.

IV) Utilisation des marges de manoeuvre créées par la baisse du coût du capital et déclenchement d'un cercle vertueux

Diminuons drastiquement le coût du capital en France !

Prenons cet exemple du compte de résultat d'une société :

Compte de résultat

Achat de marchandises	180 000	
Vente de marchandises		500 000
Travaux d'entretien ou de réparation	10 000	
Publicité	10 000	
Transports de biens	40 000	
Impôts, taxes et versements assimilés	50 000	
Rémunération du personnel	80 000	
Charges de sécurité sociale	50 000	
Charges d'intérêts	20 000	
Dotations aux amortissements	30 000	
Total des charges	470 000	
Total des produits		500 000
Solde créditeur : bénéfice	30 000	
Total général	500 000	
Total général		500 000

La valeur ajoutée (VA) mesure les richesses nouvellement produites au cours d'un cycle de production. Ici, $VA = 500\,000 - (180\,000 + 10\,000 + 10\,000 + 40\,000) = 260\,000$ (seuls les achats de marchandises, les frais de transports, de publicité et d'entretien sont des consommations intermédiaires à déduire du chiffre d'affaires).

La répartition de la valeur ajoutée se fait principalement entre les salariés, l'Etat et les apporteurs de capitaux :

Les profits distribuables sont destinés aux dividendes et à l'autofinancement, lequel est utilisé soit pour l'investissement, soit pour renforcer les fonds propres (pour information, la part consacrée à l'autofinancement, qui regroupe les amortissements et les investissements autofinancés, s'est contractée de 64,5 % en 1997 à 54,8 % en 2007).

Admettons que, sur le bénéfice de 30 000, les deux tiers, soit 20 000, soient dilapidés en dividendes, ce qui équivaut à 7,7 % de la VA (ce chiffre n'est pas incongru : en 10 ans, la part des dividendes dans la VA est passée de 5 à 25 % et, sur les 46 milliards de bénéfices du CAC de 2009, 36 vont être versés aux actionnaires, soit 78 % du résultat net consolidé !).

Imaginons que les communistes au pouvoir appliquent sans scrupule les deux principales mesures préconisées au III), qui constituent en quelque sorte la voie royale à la baisse du coût du capital.

Disons que l'on se retrouve avec une division par deux de la charge des intérêts bancaires (il y a toujours des frais de

Diminuons drastiquement le coût du capital en France !

gestion à couvrir) : passage de 20 000 à 10 000. Actons l'économie des 20 000 des dividendes. Cela fait une réduction totale du coût du capital de 30 000.

Considérons, pour simplifier, que toutes les entreprises ont le même compte de résultat. Avec cette économie de 30 000, les entreprises pourront, sans perdre de compétitivité :

1) augmenter la masse salariale de 30 000 ; 2) augmenter les dépenses en terme de consommations intermédiaires de 30 000 (cela revient à augmenter d'autant l'activité et le revenu des sous-traitants) ; 3) augmenter les investissements productifs de 30 000 ; 4) augmenter les dépenses de formation du personnel de 30 000 ; 5) ou encore baisser le prix de vente de la production, le prix de revient de chaque production étant diminué de la réduction en coût en capital.

Bien entendu, il est possible que toutes ces décisions vertueuses soient effectuées en même temps (par exemple 1), 2) et 3) mais avec la somme de 10 000). Mais surtout, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les entreprises « pourront » faire tous ces choix, mais qu'elles y seront mécaniquement contraintes, elles ne pourront rien faire d'autres, puisqu'elles ne pourront plus rémunérer le capital comme avant !

Note : la fuite des capitaux est prévisible, les capitalistes voulant alors faire leur business ailleurs. Il faudra alors prendre des mesures drastiques pour l'empêcher.

Quelles seraient, d'un point de vue global, les conséquences obligées de la baisse du coût en capital du « produit en France » ?

C'est simple. Peu importe les choix de chaque entreprise, dans tous les cas, ils seront les bons pour la production nationale ! Le « miracle » réside dans une équation bien connue de comptabilité nationale. L'équilibre macroéconomique de toute économie est en effet défini ainsi :

$$Y = C + I + (X-M) + G$$

(Production nationale = consommation + investissement + (exportations - importations) + dépenses publiques.) Il s'agit là d'une identité comptable, utilisée par l'INSEE par exemple, valable en tout lieu et toute époque, nous ne sommes ici plus dans l'idéologie !

Partant de là, on s'aperçoit que la baisse du coût en capital dans l'économie française aura pour conséquences générales :

- ▶ l'augmentation de la consommation (le salaire est entièrement consommé dans notre modèle, pour simplifier, mais l'épargne ne pose pas de problème majeur, sous réserve de mesures d'appoint),
- ▶ l'augmentation de l'investissement,
- ▶ l'amélioration du solde de la balance commerciale (X-M), par l'amélioration de la compétitivité-prix de nos produits et de la compétitivité de toute l'économie, à travers l'augmentation des dépenses de formation, de recherche, d'investissement de modernisation...

Note : les dépenses de l'Etat, par contre, n'augmentent pas dans l'immédiat, car est interdit le versement de dividendes au budget. De plus, ce modèle repose sur l'hypothèse forte selon laquelle les dividendes ne sont pas consommés par les capitalistes. Cette condition a une part de vérité dans le sens où seuls les hauts revenus peuvent se permettre d'avoir des actions et que ce sont eux qui épargnent le plus. En France, seulement 10 % de Français

détiennent des actions.

Comme presque toutes les variables du terme de droite de l'équation d'équilibre augmentent, mécaniquement, la production est également augmentée. L'accumulation du capital, c'est-à-dire l'investissement par autofinancement, qui historiquement permit le développement vertigineux des moyens de production, n'est pas contrariée comme dans le capitalisme financier, mais au contraire renforcée.

Par la suite, un cercle vertueux de croissance et de développement s'enclenchera : amélioration de la qualité de vie, de la vie au travail, augmentation des dépenses utiles, soin porté à la préservation de l'environnement etc. Les entreprises embaucheront plus, ce qui baissera le chômage, entrainera plus de consommation, plus de rentrées fiscales et ainsi de suite.

Postface

Le salariat pèse 90 % de la population active et assure toutes les fonctions essentielles de la société. Les politiques libérales ont précisément pour objet de mâter le monde du travail. Elles s'accommodent parfaitement des défouloirs du racisme et de la xénophobie pour détourner l'attention.

Produire français n'est pas une utopie nationaliste, mais un programme concret et accessible, si l'on y met les moyens, en réduisant massivement le coût du capital. Cette mesure serait juste, puisque les capitalistes ne produisent rien, et très utile, comme nous l'avons vu.

Pour y arriver, le chemin le plus strict, le plus simple et le plus efficace est :

- ▶ sans retomber dans l'ornière des années 1980, où l'impasse avait été faite sur l'exigence de mettre fin au racket bancaire (tout en développant la finance de marché !) ;
- ▶ d'« euthanasier les rentiers », par le gel du versement des dividendes.

Ainsi pourrait se construire une base socialiste viable, loin du leurre d'un compromis capital-travail dans lequel quelques miettes seraient lâchées aux salariés-actionnaires.

Un tel programme trouve une similitude avec le mode de production féodal, dans lequel la propriété juridique des moyens de production et leur possession effective, leur jouissance, étaient dissociées.

Il viendra bien entendu buter contre la Constitution française bourgeoise, qui garantit le droit de propriété capitaliste, et contre le Traité européen de Lisbonne : rien d'insurmontable du côté de ce qu'il convient bien de qualifier de paperasseries !

Enfin, l'« émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ». Avancer vers le socialisme par l'appropriation effective de tous pouvoirs par les salariés nécessitera une refonte de tout notre ordre juridique actuel (dans le passé, le Conseil constitutionnel a toujours censuré les dispositions qui allaient dans le sens d'une intervention accrue des salariés dans la définition de leurs conditions de travail).

Diminuons drastiquement le coût du capital en France !

La liberté d'entreprendre ne devrait pas impliquer la domination d'un employeur sur ses employés, notamment en vertu de l'article IV de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui stipule que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». C'est le sens de la proposition de loi constitutionnelle n° 1800 du député communiste Jean-Jacques CANDELIER, cosignée par Maxime GREMETZ et André GERIN, visant à introduire le principe d'intervention des salariés et de leurs élus dans la gestion des entreprises.

Il faudra clairement franchir le Rubicon de la liberté d'entreprendre (les travailleurs savent très bien ce que signifie le droit de « faire des propositions alternatives » à la casse industrielle ; qui décide en dernier ressort ?) en :

- ▶ accordant aux institutions représentatives du personnel un droit de veto effectif dans toutes leurs attributions, conformément à la proposition de loi n° 1535 de Jean-Jacques CANDELIER (signée également par Maxime GREMETZ et André GERIN) ;

- ▶ en faisant une large place aux salariés dans la composition des conseils d'administration et de surveillance, conformément à la proposition de loi n° 1469 de Jean-Jacques CANDELIER, cosignée par l'ensemble des députés communistes, républicains et du Parti de Gauche.

- ▶ et en réduisant les prérogatives des actionnaires, qui ne devront plus pouvoir décider de la distribution de dividendes ou encore des opérations en capital des sociétés.